

## « Séparatisme, laïcité et République » : combattons cette nouvelle campagne d'État contre les musulman·e·s

Marche ce vendredi 16 octobre à 18h30 au départ de la Place du Peuple

Le 2 octobre 2020, en pleine crise sanitaire et alors que la crise sociale ne cesse de s'aggraver, le discours sur le « séparatisme » du Président de la République a donné un nouveau coup d'accélérateur à la campagne islamophobe du pouvoir, avec à l'horizon une loi qui devrait être débattue au parlement d'ici le printemps. Cette campagne permanente avait connu une relance cet été avec le discours du ministre de l'intérieur Gerald Darmanin, qui avec l'utilisation du terme « ensauvagement » a réactivé le vocabulaire le plus raciste de la colonisation.

Cette campagne s'inscrit dans un contexte où le racisme en général et l'islamophobie en particulier sont omniprésents dans le débat public et saturent les médias, avec des conséquences concrètes sur la vie de millions de personnes qui subissent insultes, discriminations et violences en raison de leur appartenance réelle ou supposée à la religion musulmane.

Il existe aujourd'hui dans le monde politique et médiatique une assignation au silence des musulmans et particulièrement des musulmanes. Dans les exemples très récents, on peut se rappeler le cas d'Imane Boun, étudiante et blogueuse culinaire, associée par une journaliste du Figaro au terrorisme ou encore le cas de Maryam Pougetoux, vice-présidente de l'UNEF, interrogée à l'assemblée nationale dans le cadre d'une commission d'enquête portant sur les conséquences du Covid-19 sur les jeunes. Un député Les Républicains et une députée LREM l'ont boycottée, quittant l'audition sous prétexte de son voile.

Puis, sans surprise, le discours d'Emmanuel Macron a été immédiatement suivi de toute une série d'interventions policières dans des lieux de culture, d'enseignement ou de culte musulmans : pressions, irruptions de forces armées au milieu d'enfants, perquisitions... Avant même la nouvelle loi, le pouvoir utilise ainsi les dispositifs liberticides accumulés depuis des années pour humilier et offenser toute une partie de la population.

Tout le monde peut constater que l'arsenal législatif existant est plus que suffisant pour agir contre les pratiques qui sont contraires au droit. C'est bien le pouvoir qui aujourd'hui veut porter une nouvelle attaque contre la laïcité en faisant intervenir, encore une fois, l'État dans la conduite du culte musulman, en contradiction avec la loi de séparation des églises et de l'État.

Que nous soyons de confession musulmane ou non, de culture musulmane ou non, nous devons réagir ensemble pour contrer cette campagne, stopper les agressions, empêcher l'adoption de nouvelles mesures répressives et de nouvelles atteintes à la laïcité. Ce n'est pas une question religieuse, c'est une question démocratique aujourd'hui centrale. Car il est désormais clair pour de plus en plus de personnes que le racisme islamophobe est aujourd'hui le principal instrument par lequel le pouvoir cherche à diviser les classes populaires pour maintenir et renforcer les inégalités sociales et politiques et justifier des limitations toujours plus importantes des libertés publiques.

Parce que le racisme est systémique, parce que c'est une question politique et pas seulement de morale individuelle. Pour faire reculer le racisme et l'islamophobie, il ne suffit pas de les dénoncer : créons un rapport de force, montrons que nous sommes nombreuses et nombreux à les combattre, déterminé-e-s à ne pas laisser faire!

Le collectif stéphanois contre l'islamophobie et pour l'égalité propose que s'organise à Saint-Etienne une résistance d'ampleur à cette campagne avec notamment :

- ► une première marche ce vendredi 16 octobre à 18h30 au départ de la Place du Peuple, jusqu'à la Place de la libération, pour réagir sans attendre ;
- une grande initiative locale organisée dans l'unité à l'occasion de la journée nationale de mobilisation qui devrait avoir lieu autour du 15 novembre, en cours de préparation par un très large ensemble d'organisations diversifiées.
- une contre campagne inscrite dans la durée, jusqu'à l'abandon du projet de loi.

\*\*\*

Nous invitons toutes les personnes, toutes les associations, tous les syndicats, toutes les organisations politiques attachées à la laïcité, à la démocratie et à l'égalité à participer à cette mobilisation et à cette contre-campagne.

Dans l'immédiat, nous vous invitons à participer et à appeler à la marche du vendredi 16 octobre et à nous faire connaître votre souhait de participer à l'organisation collective des suites de la mobilisation.

Pour nous contacter: collectifstephanoiscontrelislamophobie@riseup.net

